



Le Premier ministre Brian Mulroney et le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark ont présenté des propositions de réforme agricole au Sommet économique de Venise, l'an dernier.

ment économiques (OCDE) et le Groupe des sept ministres des Finances (G7).

Même si les ordres du jour des sommets ont essentiellement un caractère économique, les chefs d'État et leurs ministres des Affaires étrangères discutent souvent aussi de questions politiques et autres. Ils cherchent à faire le consensus sur les grandes questions internationales, à faire avancer ces dossiers et à générer de nouvelles initiatives de politique. Ainsi, par le passé, les dirigeants ont échangé sur les relations Est-Ouest, le contrôle des armements et le désarmement, le terrorisme international et les questions régionales comme l'Afrique du Sud, l'Afghanistan, l'Indochine et le Moyen-Orient. Ils ont aussi discuté des moyens d'accroître la coopération internationale dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, des sciences et de la technologie, des ressources humaines et de la santé dont la lutte contre l'abus des drogues et la propagation du SIDA. L'ordre du jour se modifie d'année en année pour tenir compte des

préoccupations les plus pressantes du moment.

Le Sommet de Venise

Le Sommet de Toronto fera fond sur les progrès réalisés au treizième Sommet économique, qui s'est tenu à Venise en juin dernier. À cette occasion, le Canada avait contribué à focaliser la discussion sur quatre questions clés.

Premièrement, l'objectif canadien d'un renforcement de l'engagement à l'égard de politiques destinées à stimuler la croissance économique mondiale a été atteint. C'est ainsi que les dirigeants ont réaffirmé leur soutien au système commercial multilatéral et à la « Ronde Uruguay » des Négociations commerciales multilatérales (NCM), dans le cadre de laquelle le Canada joue un rôle clé. Les participants ont reconnu qu'il fallait mettre un terme aux pratiques commerciales abusives et protectionnistes et que les négociations menées dans le cadre de la Ronde Uruguay devaient produire rapidement des résultats. Si cette Ronde est couronnée de succès, les barrières commerciales seront abaissées et les règles gouvernant le commerce international seront mieux définies et plus efficaces.

Deuxièmement, des progrès ont été réalisés dans le dossier du commerce

agricole, une autre grande priorité du Canada à Venise. Depuis le Sommet de Tokyo en 1986 — lorsque le Premier ministre Mulroney a inscrit l'agriculture à l'ordre du jour pour la première fois — on s'entend de plus en plus sur la nécessité d'une réforme du commerce des produits agricoles.

La Déclaration économique de Venise a endossé sans réserve l'entente ministérielle de l'OCDE sur l'agriculture, conclue le mois précédent; le Canada avait uni ses efforts à ceux des nations de même opinion pour favoriser son adoption. Cette entente reconnaissait que les politiques nationales de soutien faussaient de plus en plus les échanges agricoles internationaux, et qu'il fallait empêcher toute nouvelle détérioration de la situation et renverser la vapeur pour corriger les déséquilibres sur les marchés. Les dirigeants ont convenu d'examiner à Toronto les progrès des NCM sur l'agriculture et de déterminer ce qu'il reste à faire.

Troisièmement, à la suggestion du Canada, les États participants ont accordé une priorité élevée aux problèmes particuliers des pays débiteurs les plus pauvres, et surtout de l'Afrique subsaharienne. Les pays du Sommet ont demandé qu'un traitement spécial soit accordé aux pays les plus pauvres du monde, par l'entremise du FMI et d'autres organismes. Par la suite, le Canada a annoncé qu'il contribuerait un prêt subventionnel additionnel au fonds spécial du FMI destiné aux pays les plus démunis.

Enfin, le Canada s'est assuré, lors du Sommet de Venise, que ses priorités sur des questions politiques clés soient reconnues. D'importantes et fructueuses discussions ont eu lieu au Sommet sur les relations Est-Ouest, ainsi que sur l'*apartheid* et la volonté

d'encourager l'avènement d'un régime démocratique en Afrique du Sud.

Le Sommet de Toronto

Le Sommet « canadien » de cette année aura lieu véritablement à l'ombre de la Tour CN, au Palais des Congrès du Toronto métropolitain. Pendant deux jours et demi, au mois de juin, Toronto sera donc le point de mire du monde entier. En plus des délégations officielles, le Canada attend quelque 4 000 représentants des media tant nationaux qu'internationaux qui assisteront au Sommet et lui donneront une diffusion mondiale.

Le Premier ministre Mulroney dirigera un important débat, rendu d'autant plus pertinent par les événements dramatiques survenus l'an dernier sur les marchés internationaux des valeurs et des changes. Le Canada s'efforcera d'aider à faire des progrès sur l'ensemble des questions soulevées au Sommet : des politiques macro-économiques appropriées; le protectionnisme et le renforcement du GATT; le sort des pays en voie de développement les plus pauvres; la dette du Tiers monde; les relations Est-Ouest et autres questions politiques.

La Déclaration qui sera émise à l'issue du Sommet reflétera les idées que partageront les leaders sur ces questions d'ordre mondial. Elle sera consacrée, au moins dans une certaine mesure, à la question-clé de la coordination des politiques économiques. De même que les idées des autres pays du Sommet, la Déclaration du Sommet de Toronto reflétera, et c'est son aspect le plus important pour nous, des perspectives canadiennes sur les problèmes mondiaux, ainsi que les façons de leur apporter des solutions.